

1^{er} MAI 2026 ENSEMBLE POUR LA PAIX ET LE PROGRÈS SOCIAL



UN 1^{ER} MAI QUI EST ET RESTERA FÉRIÉ, CHÔMÉ ET PAYÉ !

La mobilisation engagée en intersyndicale vers les parlementaires a fait reculer le gouvernement le lundi 13 avril dans sa volonté de passer en force afin de remettre en cause le 1er mai.

Pour rappel la proposition de loi de Gabriel Attal soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, reposait sur un tissu de mensonges :

- Elle aurait favorisé les grands groupes, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans, qui peuvent déjà ouvrir le 1er mai ;
- Elle ne se serait pas limitée aux boulangeries et aux fleuristes, mais aurait concerné tout le secteur du commerce, de la culture et de l'agroalimentaire ;
- Elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double (200% pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

Alors que les macronistes voulaient faire du 1er mai une « journée à fort potentiel commercial » et créer une nouvelle brèche pour toutes et tous les salarié.es du pays, le rapport de force a payé. La CGT remercie les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour interpeller les député.es et signer la pétition ou manifester comme à St-Nazaire et à Nantes. Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur réforme inique des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, nous ne les laisserons pas nous voler le 1er mai !

COÛT DE L'ÉNERGIE, CONSÉQUENCE DES GUERRES IMPÉRIALISTES

Avec le bond spectaculaire des prix de l'énergie, les aides ponctuelles ne suffisent pas car **le vrai problème, c'est le niveau des salaires qui sont trop faibles dans le public comme dans le privé.** Quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre, sinon le niveau de vie recule. La CGT revendique l'augmentation du Smic et de tous les salaires ainsi que l'indexation de l'ensemble des salaires sur l'inflation.

NANTES
10H30 cité des congrès

ST-NAZAIRE
10H30 Pl. de l'Amérique Latine

CHÂTEAUBRIANT
10H mairie

UNION
DÉPARTEMENTALE
LOIRE - ATLANTIQUE

44 la cgt

ANCENIS
10H station Loti Esso

REDON
11H Pl. de Bretagne (face à la sous-préfecture)

COUËRON
10H Esplanade Jeremie Huguet

L'ÉNERGIE EST UN BIEN ESSENTIEL : Laisser les prix de l'énergie dépendre uniquement des marchés est trop dangereux. L'énergie est un bien essentiel et elle ne peut pas être traitée comme une marchandise comme les autres, car ce sont les salarié.es qui supportent le coût des hausses.

L'État doit intervenir pour empêcher la spéculation et protéger la population. Il est tout à fait possible par la loi d'encadrer les prix des carburants, de taxer les profits exceptionnels des grands groupes et d'utiliser cet argent pour financer des mesures utiles. **Ce n'est pas aux travailleuses.eurs de payer la spéculation.**

UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !

La hausse des prix de l'énergie montre une chose : il y a de l'argent, mais il n'est pas au bon endroit. Pendant que certains groupes accumulent des profits gigantesques, des millions de travailleur.ses ont du mal à vivre de leur salaire.

L'argent doit aller aux salaires, aux services publics, aux transports collectifs, à la transition énergétique... PAS AUX DIVIDENDES !

6 PRIORITÉS

Le financement de nos services publics, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles ; nos universités, nos infrastructures et les politiques culturelles

Un plan d'urgence pour une industrie qui réponde aux besoins, à la hauteur de l'urgence sociale et écologique. Un moratoire sur les licenciements.

L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, l'égalité femmes -hommes et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer

La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites, première étape pour regagner la retraite à 60 ans, et une Sécurité Sociale répondant aux besoins

Encadrement des prix de l'énergie. L'énergie ne peut dépendre uniquement des marchés. Ce n'est pas aux travailleuses.eurs de payer la spéculation.

La justice fiscale : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.

PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS PAIX !

La guerre pousse les gouvernements partout dans le monde à s'armer davantage, à diriger l'activité vers une économie de guerre, en dérogeant au droit du travail. Les efforts financiers pour s'armer se font au détriment des services publics, de la culture, de la santé et de l'école. Les salaires stagnent alors que les prix augmentent.

**Alors mobilisons-nous pour dire « guerre à la guerre ! »
et rendez-vous le 8 mai à St-Nazaire 11h00 place de l'Amérique Latine**